



NON, les députés de la majorité présidentielle ne décideront pas du contenu des émissions de France 3 Occitanie !

On croyait ce temps révolu et ces pratiques enfin oubliées. On pensait être entrés dans l'époque des relations saines, respectueuses et frappées d'indépendances entre une rédaction et le personnel politique en région.

Mais c'était sans compter sur une députée, Monique Iborra, élue de la République qui, depuis sa 6^e circonscription de la Haute-Garonne, croit donner des leçons, régler ses comptes et imposer ses choix.

Choisir la place publique et les réseaux sociaux pour jeter en pâture le travail de journalistes, mettre en doute l'impartialité de toute une rédaction, mettre en cause personnellement la rédactrice en chef est tellement facile. Le SNJ ne peut pas tolérer une telle ingérence, encore moins quand les allégations de cette députée sont complètement fausses.

Depuis plusieurs jours, la députée Renaissance de la Haute-Garonne, Monique Iborra, se répand sur les réseaux en publiant une tribune signée par huit autres députés. Le motif de leur courroux ? Il n'y aurait pas eu un seul invité de la majorité présidentielle dans les 10 numéros de l'émission Dimanche en Politique depuis le mois d'avril.

Une présentation totalement fausse, car un député Renaissance du Gers figure bien parmi les 10 invités et un autre de l'Aveyron l'était également lors de la dernière émission diffusée le week-end dernier.

Madame la députée a-t-elle volontairement omis ces deux participations ? Ou considère-t-elle que ses collègues députés Gersois et Aveyronnais ne font plus partie de la majorité présidentielle ? À moins que ce ne soit un message plus personnel pour se plaindre qu'elle n'a pas été elle-même invitée ? Or depuis 2022, elle est intervenue quatre fois dans les éditions régionales et sept fois dans le 18h30 !

Mais Monique Iborra ne s'arrête pas là. Elle note que dans cette émission politique, il n'y a "aucun débat contradictoire". Serait-elle devenue rédactrice en chef sans qu'on le sache ? A-t-elle une carte de presse pour juger légitimement du contenu éditorial des émissions ? Et pourquoi ce choix d'avoir un seul invité par émission est-il si surprenant alors que c'est précisément la formule de l'émission Dimanche en Politique diffusée sur France 3 national ?

Elle termine enfin ses dénigrements par une phrase dénonçant "une situation qui n'est pas nouvelle" mais qui "devient insupportable démocratiquement".

Au-delà du sous-entendu particulièrement sournois et fallacieux, ce qui est insupportable, c'est de constater qu'une députée – et indirectement un groupe d'élus de la République – puissent encore mettre la pression sur des journalistes, au mépris de toute une rédaction.

Le SNJ ne permettra jamais que le travail des journalistes soit ainsi dénigré et que le politique vienne s'ingérer dans l'éditorial. Oui, le service public de l'audiovisuel est indépendant à Toulouse comme ailleurs et nous ferons tout pour qu'il le reste.

Toulouse, le 9 octobre 2023